

**CONSULTATION PUBLIQUE N°2018-012 DU 25 OCTOBRE 2018  
RELATIVE AUX MODALITES D'ACCES A LA ZONE DESSERVIE EN  
GAZ A BAS POUVOIR CALORIFIQUE (« GAZ B »)**

**Réponses d'ENGIE**

Date : 26/11/2018

**Question 1 : Partagez-vous le bilan positif de la CRE sur les règles d'accès à la zone B en vigueur depuis 2013 ?**

ENGIE partage l'appréciation de la CRE selon laquelle les règles d'accès en vigueur sur la zone B, construites sur l'existence d'une prestation d'échange de gaz H en gaz B fournie à GRTgaz par ENGIE, ont permis à la concurrence de se développer de manière sensiblement identique voire supérieure à la zone H. ENGIE rappelle que GRTgaz n'a jamais eu à constater de défaillance de la prestation rendue par ENGIE.

ENGIE constate que ces règles d'accès ont conduit ses concurrents à systématiquement choisir le service de conversion gratuit proposé par GRTgaz plutôt que d'approvisionner eux-mêmes le gaz B consommé par leurs clients.

Cependant, la délibération de 2012 a abusivement interdit à la seule ENGIE de bénéficier de la gratuité du service de conversion de GRTgaz, et a institué des obligations de bilan spécifiques à ENGIE. C'est pourquoi ENGIE souhaite une modification des règles de fonctionnement de la zone B.

**Question 2 : Êtes-vous favorable au fonctionnement des zones H et B tel qu'envisagé par la CRE ? Voyez-vous des solutions alternatives permettant le maintien de la fusion des zones H et B au-delà de 2023 ?**

ENGIE confirme qu'elle ne saurait poursuivre la fourniture d'un service fortement déficitaire, selon des règles qui la désavantagent structurellement vis-à-vis de ses concurrents, au-delà de la période couverte par les engagements qu'elle a pris auprès de la Commission européenne.

Par ailleurs, ENGIE constate que les contraintes spécifiques de cette zone (contraintes opérationnelles fortes, incertitudes sur le programme de conversion progressive au gaz H), nécessitent une évolution contractuelle.

ENGIE considère que les règles de fonctionnement de la zone B envisagées par la CRE sont adaptées tant aux objectifs de concurrence poursuivis par la CRE qu'à la couverture des besoins opérationnels de GRTgaz. Ces règles permettent de supprimer la situation de discrimination subie jusqu'alors par ENGIE.

La solution alternative à une poursuite du service d'échange de gaz H en gaz B serait le retour à une obligation d'équilibrage journalier pour chaque fournisseur de clients en zone B. Il n'est même pas certain qu'une telle configuration réponde aux contraintes techniques spécifiques de GRTgaz dans cette zone.

ENGIE souhaite appeler l'attention de la CRE sur l'importance du stockage Sediane B dans la bonne réalisation de la prestation d'échange. Afin que cette prestation puisse être rendue, il est nécessaire que les règles d'utilisation de ce stockage ne soient pas exagérément contraintes, et en particulier qu'aucun risque d'interruptibilité n'existe en cours de journée.